



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES

OBJET DU MARCHÉ
SERVICE DE TRAITEUR POUR LES JOURNÉES SCIENTIFIQUES 2025 DE L'ANRS MIE

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES VALANT ACTE
D'ENGAGEMENT**

SOMMAIRE

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES.....	4
1.1. Acheteur (pouvoir adjudicateur).....	4
1.2. Le titulaire du marché	4
ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHÉ.....	4
2.1. Objet.....	4
2.2. Forme et montant.....	4
2.3. Allotissement.....	4
2.4. Durée	5
ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 4. EXIGENCES MINIMALES DE LA PRESTATIONS	5
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1. Représentant des parties.....	6
5.1.1. Représentant de l'INSERM	6
5.1.2. Représentant du titulaire	7
5.2. Lieu de la prestation.....	7
ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU titulaire.....	7
6.1. Obligation de conseil et d'information.....	7
6.2. Obligation de confidentialité.....	7
6.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	8
6.4. Obligations réglementaires	8
6.5. Responsabilités du titulaire	8
6.6. Conflit d'intérêt	9
ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	9
7.1. Opérations de vérification	9
7.2. Décision après vérification	9
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER	10
8.1. contenu des prix.....	10
8.2. Forme des prix	10
8.3. Transmission d'un bon de commande.....	10
8.4. Avance	10
8.4.1. Principe de versement d'une avance	10
8.4.2. Modalités de versement de l'avance	10
8.5. Facturation et paiement	11
8.5.1. Acomptes	11
8.5.2. Modalités de facturation	11
8.5.3. Transmission de la facture	12

8.5.4. Règlement	12
8.6. Délai de paiement	13
8.6.1. Délai de paiement	13
8.6.2. Intérêts moratoires	13
8.7. Ordonnateur de la dépense et comptable assignataire	13
ARTICLE 9. MODIFICATIONS	14
9.1. Modification du marché	14
9.2. Modifications mineures relatives au titulaire	14
9.3. Changement de titulaire	14
ARTICLE 10. SOUS-TRAITANT	15
10.1. Procédure d'agrément	15
10.2. Modalités de paiement des sous-traitants	16
ARTICLE 11. RESPONSABILITE CIVILE	16
ARTICLE 12. RESILIATION	16
ARTICLE 13. DIFFERENDS – LITIGES	16
ARTICLE 14. ENGAGEMENT DES PARTIES	17
14.1. Engagement du titulaire	17
14.2. Engagement de l'Inserm	17

ARTICLE 1. PARTIES CONTRACTANTES

1.1. ACHETEUR (POUVOIR ADJUDICATEUR)

ANRS – ANRS | MIE

Administration du Siège - Pôle Achats et logistique de l'ANRS MIE

2 rue d'Oradour Sur Glane

75015 Paris

Représenté par Yazdan Yazdanpanah, Directeur de l'ANRS MIE

Ci-après désigné par « l'ANRS MIE » ou « l'établissement »

1.2. LE TITULAIRE DU MARCHE

La société :

Adresse :

.....

Téléphone :

Courriel :

Représenté par : agissant en qualité de

Désigné ci-après par « **Le titulaire** »

ARTICLE 2. CARACTERISQUES PRINCIPALES DU MARCHE

2.1. OBJET

Le présent marché a pour objet le service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE qui auront lieu les 31 mars 2025, 1^{er} avril 2025, 2 avril 2025 au Centre international de Conférences (CIS) de l'Institut Pasteur.

2.2. FORME ET MONTANT

Le présent marché est un marché ordinaire traité à prix global et forfaitaire dont le montant est fixé à l'article 16.1 du présent cahier des clauses particulières.

2.3. ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

Service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE

2.4. **DUREE**

Le marché commence à s'exécuter à compter de sa date de notification.
Il prend fin à la date d'admission définitive des prestations

ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- Le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement (AE) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021. <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- L'offre financière et technique du titulaire

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire et contraire aux clauses du présent CCP ou du CCAG-FCS est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre le présent CCP et le CCAG-FCS, le CCP prévaut pour l'obligation en cause.

Le présent marché déroge à l'article 1.2 du CCAG-FCS.

ARTICLE 4. EXIGENCES MINIMALES DE LA PRESTATIONS

Le Titulaire organise la restauration de l'ensemble des participants sur le site. Le Titulaire met en œuvre les prestations suivantes :

Lundi 31 mars 2025 :

Pause fraîcheur (heure approximative : 15h) avec café, thé, lait, jus de fruits, eau fraîche, fruits frais et biscuits ou petits fours ; date : 31 mars 2025 ; **nombre indicatif de convives : 50**

Mardi 1^{er} avril 2025 :

Accueil café (heure approximative : 9h) avec café, thé, lait, eau chaude, eau fraîche, viennoiseries et jus de fruits ; / **nombre indicatif de convives : 400**

Service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE

Pause-café avec eau (heure approximative : 11h), café, thé, lait, eau chaude, eau fraîche, viennoiseries et jus de fruits / **nombre indicatif de convives : 400**

Buffet du déjeuner (heure approximative : 12h30 à 14h) ; Avec boissons : eau plate, eau gazeuse, sodas (pas d'alcool) / nombre indicatif de convives : 400

Pause fraîcheur (heure approximative : 15h), avec café, thé, lait, jus de fruits, eau fraîche, fruits frais et biscuits ou petits fours/ **nombre indicatif de convives : 400**

Cocktail dînatoire (heure approximative : 18h à 20h) ; avec boissons : eau plate, eau gazeuse, sodas, vins / nombre indicatif de convives : 400

Bouteilles d'eau, verres et serviettes présents sur la tribune pour les conférenciers **(20 environs)**

Mercredi 2 avril 2025 :

Accueil café (heure approximative : 9h) avec café, thé, lait, eau chaude, eau fraîche, viennoiseries et jus de fruits ; / **nombre indicatif de convives : 400**

Pause-café avec eau (heure approximative : 11h), café, thé, lait, eau chaude, eau fraîche, viennoiseries et jus de fruits / **nombre indicatif de convives : 400**

Buffet du déjeuner (heure approximative : 12h30 à 14h) ; Avec boissons : eau plate, eau gazeuse, sodas (pas d'alcool)

Pause fraîcheur (heure approximative : 15h), avec café, thé, lait, jus de fruits, eau fraîche, fruits frais et biscuits ou petits fours, / **nombre indicatif de convives : 400**

Bouteilles d'eau, verres et serviettes présents sur la tribune pour les conférenciers **(20 environs)**

Les menus sont déterminés en collaboration avec le département communication de l'ANRS MIE. Les horaires et les quantités sont ajustés 10 jours avant la tenue de l'événement en fonction du nombre d'inscriptions en ligne et du programme définitif.

Les détails de ces prestations seront précisés dans l'offre du titulaire (restauration, matériel, personnel). Par ailleurs, le niveau de coordination attendu entre les candidats et l'Institut Pasteur sera valorisé.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. REPRESENTANT DES PARTIES

5.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins

Service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE

de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

5.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

5.2. LIEU DE LA PRESTATION

La prestation aura lieu au Centre international de Conférences (CIS) de l'Institut Pasteur situé à l'adresse suivante : 5-28 rue du Docteur Roux, 75724 Paris Cedex 15.

ARTICLE 6. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

6.1. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

6.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

6.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.
- et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

6.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

6.5. RESPONSABILITES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

6.6. CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 7. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

La personne habilitée à procéder aux opérations de vérification et d'admission est le Directeur de l'unité ou son représentant.

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-FCS, le délai imparti à l'Inserm pour procéder aux opérations de vérification quantitatives et qualitatives et pour notifier sa décision est de 30 jours à compter de la date de mise en service telle que déclarée par le titulaire.

Dans ce délai, un procès-verbal sera alors établi par le directeur de l'unité, ou son représentant, et notifié au titulaire.

7.2. DECISION APRES VERIFICATION

L'article 28 du CCAG FCS s'applique

A l'issue de cette vérification, l'Inserm prend une décision expresse d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions fixées à l'article 30 du CCAG-FCS.

ARTICLE 8. CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES

Tout au long de l'exécution du présent marché, le titulaire devra autant que possible utiliser et favoriser :

- Les aliments issus de la culture biologique (www.agencebio.org) ;
- Les produits issus de l'aquaculture ou de la pêche, poissons élevés ou capturés selon des méthodes durables (label MSC) ;
- Les produits d'élevage conformes à des normes élevées de bien-être ;
- Les produits de saison et produits locaux ;
- Les produits du commerce équitable.

Afin de contribuer à la préservation de l'environnement, le titulaire devra privilégier si possible les gobelets, les assiettes, les couverts et les emballages en matière recyclable et biodégradable (bambou, palmier, canne à sucre, carton recyclé, issus de forêts gérées durablement).

Les considérations environnementales du titulaire seront décrites dans son offre.

ARTICLE 9. REGIME FINANCIER

9.1. CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et sujétions du titulaire ainsi que le conditionnement, l'emballage, le transport jusqu'au lieu de livraison, l'assurance, l'installation et la mise en service, la formation, la garantie et le service après-vente pendant la garantie.

9.2. FORME DES PRIX

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix du présent marché sont réputés fermes et définitifs.

9.3. TRANSMISSION D'UN BON DE COMMANDE

Concomitamment à la notification du marché, un bon de commande est adressé au titulaire qui n'a pour seul but de préciser les éléments nécessaires à la soumission de factures.

Ces éléments sont les suivants :

- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale ANRS MIE : 18003604800015

Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture : 000489

- Le numéro d'engagement : **Numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime**

Le délai de transmission du bon de commande susmentionné n'a aucun impact sur le début d'exécution du marché qui est déterminée par la notification du marché au titulaire.

9.4. AVANCE

9.4.1. PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Dans les conditions décrites aux articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire, sauf indication contraire mentionnée par le titulaire dans l'acte d'engagement.

L'option B de l'article 11.1 du CCAG s'applique

Les remboursements s'effectuent conformément aux articles R. 2191-11 à R. 2191-12 du Code de la commande publique.

9.4.2. MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du marché.

- Le montant de l'avance est calculé par la formule suivante :

Service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE

Avance = montant du marché TTC * taux de l'avance

La durée du marché prise en compte pour le calcul de l'avance mentionnée est la durée du marché depuis son début d'exécution jusqu'à l'admission des prestations donnant lieu à la dernière demande de paiement du titulaire, indépendamment de la durée de la garantie.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

9.5. FACTURATION ET PAIEMENT

9.5.1. ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

9.5.2. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à l'ANRS MIE.

Elles seront établies après constatation du service fait.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- le nom et l'adresse complète de la Délégation de l'Inserm concernée par le marché ;
- l'identification du titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du marché ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de la livraison effective des prestations livrées ;
- le cas échéant les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

9.5.3. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Les structures logiques des Siret et du Code Service sont présentes sur le portail Chorus Pro, afin d'assurer un premier acheminement de vos factures vers les utilisateurs concernés.

Le numéro de bon de commande reste nécessaire pour l'étape de rapprochement entre la facture et la commande. Par ailleurs, les documents porteront en zone non obligatoires les références de marché ou de contrats qui permettent leurs rapprochements en l'absence d'un numéro de bon de commande.

9.5.4. REGLEMENT

Le mode de règlement du présent marché est celui du virement bancaire.

Titulaire	:
Intitulé bancaire ou postal	:
Adresse	:
Code Banque ou Postal	:
Code Guichet	:
au compte n°	:
Clé RIB ou RIB	:

Le titulaire joint un RIB à l'appui du marché.

9.6. DELAI DE PAIEMENT

9.6.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans le marché.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements du titulaire.
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

9.6.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

9.7. ORDONNATEUR DE LA DEPENSE ET COMPTABLE ASSIGNATAIRE

L'ordonnateur de la dépense relative au présent marché est le directeur de l'ANRS MIE, Yazdan Yazdanpanah.

Le comptable assignataire du paiement de la dépense relative au présent marché est l'agent comptable de l'INSERM

Dont les coordonnées sont :

polefinances.ads@inserm.fr

ARTICLE 10. MODIFICATIONS

10.1. MODIFICATION DU MARCHE

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

10.2. MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'Acheteur par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

10.3. CHANGEMENT DE TITULAIRE

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Acheteur. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Acheteur.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 8.2 du présent CCAP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés original datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Acheteur fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Acheteur, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 11. SOUS-TRAITANT

11.1. PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

11.2. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 8.4.1 du CCAP.

ARTICLE 12. RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 13. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 14. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction compétente dans la résidence administrative de l'ANRS MIE.

Tribunal Administratif de Paris

7 Rue de Jouy, 75004 Paris

Service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 15. ENGAGEMENT DES PARTIES

15.1. *ENGAGEMENT DU TITULAIRE*

Après avoir pris connaissance du présent document et des pièces qui y sont mentionnées, le signataire :

- Déclare sur l'honneur ne pas entrer dans l'un des cas d'exclusion prévus aux [articles L. 2141-1 à L. 2141-5](#) ou aux [articles L. 2141-7 à L. 2141-10](#) du code de la commande publique.
- Engage la société dont la raison sociale et les coordonnées sont indiquées à l'article 1.2 du présent CCP à exécuter les prestations demandées dans le présent marché au prix indiqué ci-dessous :
 - Montant hors taxes :
 - Montant hors taxes arrêté en chiffres à : **XX** € HT
 - Montant hors taxes arrêté en lettres à : **XX** euros hors taxe.
 - o Taux de la TVA : **20**%
 - Montant toutes taxes comprises :
 - Montant TTC arrêté en chiffres à : **XX** € TTC
 - Montant TTC arrêté en lettres à : **XX** euros toutes taxes comprises

☐ Accepte le bénéfice de l'avance sous réserve que conditions du marché rendent le versement de l'avance éligible.

☐ Renonce au bénéfice de l'avance.

Nom, prénom et qualité du signataire	Lieu et date de la signature	Signature

15.2. *ENGAGEMENT DE L'ANRS MIE*

Nom, prénom et qualité du représentant de l'ANRS MIE	Lieu et date de la signature	Signature

Service de traiteur pour les journées scientifiques 2025 de l'ANRS MIE

habilité à signer le marché public		

FIN DU DOCUMENT.